

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 04/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MARS WRIGLEY CONFECTIONERY FRANCE

3 CHEMIN DE LA SANDLACH
BP 36
67501 Haguenau

Références : 0608/NK/AG
Code AIOT : 0006700608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2023 dans l'établissement MARS WRIGLEY CONFECTIONERY FRANCE, implanté 3 chemin de la Sandlach BP 10036 67500 Haguenau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARS WRIGLEY CONFECTIONERY FRANCE
- 3 chemin de la Sandlach BP 10036 67500 Haguenau
- Code AIOT : 0006700608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MARS WRIGLEY CONFECTIONERY à HAGUENAU exploite des unités de production de confiseries chocolatées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : air, incompatibilité chimique, Atex ...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
1	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 6.2.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Zonages internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 7.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 7.5.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 3.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
6	Prévention de la pollution atmosphérique	AP Complémentaire du 24/11/2020, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Autre information
4	Mise en œuvre des préconisations des fiches de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats : l'exploitant n'est pas à jour concernant ses mesures de rejets atmosphériques au niveau du conduit B1.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 6.2.2		
Thèmes : Risques chroniques, Bruit		
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet		
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :		
PERIODES	Jour : allant de 7h à 22h,	Nuit : allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
point 4	60 dB(A)	47 dB(A)
<p>Constats : L'exploitant a présenté des mesures effectuées il y a un an, les résultats sont conformes, à l'exception du point 4 de nuit, la valeur étant de 49,7 dB(A). L'exploitant a mis en place, depuis, un silencieux sur une machine extérieure bruyante ayant fait l'objet d'une plainte, il a présenté les résultats de mesures suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant travaux : 108 dB(A) à 1 m, 75 dB(A) à 10 m ; - après travaux : 100 dB(A) à 1 m, 71 dB(A) à 10 m ; <p>Cependant, il n'a pas ré-effectué de mesures au point 4, objet de dépassement : de nouvelles mesures devront être effectuées au point 4 pour confirmer son efficacité.</p>		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription		
Proposition de délai : 3 mois		

N° 2 : Zonages internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 71.2
Thèmes : Risques accidentels, Atex
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : L'exploitant a établi un plan des zonages Atex, mais il n'a pas systématiquement matérialisé sur le terrain ces zonages, notamment celles du dépotage de sucre et lait, des cylindres modules 1 et 2... ces zonages doivent être repérés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 3 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2013, article 7.5.3
Thèmes : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Dans le local de produits chimiques, il est apparu que la partie liée aux solutions basiques disposait d'une rétention estimée à 3 m ³ , il y avait dans cette partie environ 3 m ³ de solution basique, et 5-6 m ³ de liquide inflammable d'encre « white et grey ink » : le volume de produit est supérieur aux 50 % de la capacité des réservoirs associés : l'exploitant a déclaré que cette encre devrait se trouver dans des armoires appropriées, et que ces encres seront déplacées sous 15 jours : il convient que les volumes des produits par rapport aux capacités de rétention soient respectés en permanence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délai : 3 mois

N° 4 : Mise en œuvre des préconisations des fiches de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thèmes : Produits chimiques, FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : « Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise des risques »
Constats : Le service environnement du site dispose des fiches de données sécurité, il communique aux différents services un « résumé » de ces fiches nommées « Seirich » développées par l'INRS, mais ces résumés peuvent manquer d'exhaustivité : - Pour la soude MIP-SC, le résumé ne mentionnait pas les incompatibilités, cependant sur le terrain ce produit était utilisé de manière isolée ; - pour l'alocodes GF, le résumé ne mentionnait pas qu'il ne faut pas utiliser de jets d'eau. Cependant, sur le terrain ce produit était stocké dans une armoire isolée. Bien qu'il n'est pas apparu, lors de l'inspection, des non-conformités sur le terrain, il convient que l'exploitant veille à ce que ces résumés soient exhaustif en retranscrivant correctement les risques identifiés et les mesures de maîtrises identifiées dans les fiches de données sécurité.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/09/2012, article 3.2.4	
Thèmes : Risques chroniques, air	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet	
Prescription contrôlée : « Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration	
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° B1
Poussières	5
SO ₂	50
NO _x en équivalent NO ₂	100
Constats : L'exploitant n'a pas présenté de nouvelles mesures, les mesures suivantes de 2018 avaient été présentées lors de l'inspection de septembre 2020, la fréquence étant triannuelle :	
Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° B1
Poussières	11
SO ₂	72
NO _x en équivalent NO ₂	46
Concernant les dépassements sur le conduit B1, l'exploitant a mis en place, en août 2020, un filtre d'H ₂ S, de nouvelles mesures devant être effectuées avaient été demandées dans le rapport de visite de 2020. Pour confirmer son efficacité, l'exploitant a déclaré avoir eu des problèmes de filtres depuis 3 ans, et devoir le changer tous les mois, et qu'il avait prévu d'effectuer de nouvelles mesures en mai : il convient que l'exploitant soit plus rigoureux quant au suivi des mesures à effectuer.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription (fréquence de mesure et dépassement du seuil pour le SO ₂)	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2020, article 2			
Thèmes : Risques chroniques, COV			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet			
Prescription contrôlée :			
N° conduit	Installations raccordées	Combustible ou nature du rejet	Autres caractéristiques
1 à 6	Imprimantes et installations de nettoyage	COVNM	Atelier de marquage de confiseries
Conditions générales de rejet :			
	Hauteur (m)	Débit nominal (Nm³/h) (aux conditions de référence de température et de pression définies à l'article 3.2.1)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)
Conduits N° 1 et 2	9	4800	> 5
Conduits N° 3 à 6	3	1000	> 5
Limites des concentrations dans les rejets atmosphériques :			
Paramètres	Flux total en g/h	Concentrations instantanées en mg/Nm³	
COVM (carbone total)	800	140	
Constats : Les mesures effectuées en avril 2022 respectent les flux et concentration, cependant les conduits 3 à 5 avaient une vitesse d'éjection inférieure à 5 m/s, de l'ordre de 4 m/s, et le débit nominal pour le conduit 6 était de 2536 Nm ³ /h (pour une vitesse d'éjection de 25 m/s) : l'exploitant doit refaire ces mesures en respectant les vitesses d'éjection et débit nominaux.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription			
Proposition de délai : 3 mois			